

Le collectif *Alliance écologique et sociale* appelle à la mobilisation pour faire front à l'extrême-droite, et revendiquer un modèle profondément social et environnemental de notre société



Nous, syndicats et associations, membres du *Collectif Alliance écologique et Sociale de l'Essonne*, avons décidé d'agir ensemble pour faire barrage à l'extrême droite lors des élections législatives des 30 juin et 7 juillet 2024 et porter ensemble des mesures concrètes de solidarité, d'égalité et de justice.

Les tentations de vote en faveur de l'extrême droite sont en grande partie l'expression d'un rejet massif des politiques mises en œuvre depuis longtemps et amplifiées ces dernières années : destruction des services publics du quotidien (santé et hôpitaux, éducation, transports publics, fret ferroviaire, énergie, logement, poste, ...), de la protection sociale (réforme des retraites, transfert sur les assurances privées, explosion des restes à charge pour les malades, réforme de l'assurance chômage...). Ce sont à la fois les fins de mois difficiles que vivent nombre de familles et le processus de relégation qui concentre les populations fragiles et précaires dans des zones urbaines peu propices à la cohésion sociale. Le gouvernement Macron et ses alliés, en imposant des politiques antisociales, sont responsables de la montée des courants d'extrême-droite. En renvoyant dos à dos gauche unie et extrême-droite, ils ne peuvent être un rempart contre le Rassemblement National dont ils ont été le marche-pied entre autoritarisme, racisme, anti-féminisme et répression.

Nous défendons une vision profondément sociale et environnementale de notre société, à rebours des doctrines haineuses, racistes et xénophobes de l'extrême-droite.

Nous rejetons la fausse opposition entre création d'emplois et préservation de la planète, entre « fin du monde et fin du mois ».

Nous avons porté et continuerons de porter des propositions fortes de rupture avec le système d'extrême-libéralisme accentué ces dernières années et qui se perpétuerait avec violence si l'extrême-droite arrivait au pouvoir, sur fond de rejet des étrangers.

Nous savons que le défi est de taille mais qu'il pourrait être plus facilement relevé si le gouvernement nouvellement créé engage, dès la première année, des réformes ambitieuses permettant d'améliorer concrètement la vie des gens, notamment des plus vulnérables, et d'être enfin à la hauteur de la crise climatique et environnementale. Nous serons notamment vigilants sur les mesures suivantes :

- Abrogation de la réforme des retraites comme de la réforme de l'assurance chômage
- Mise en place des mesures en faveur de la jeunesse, telles que la garantie de tarifs accessibles dans les transports publics, l'augmentation des bourses d'études et l'accès au RSA dès 18 ans
- Abrogation de ParcoursSup, du SNU et du "Choc des savoirs" en attendant la mise en place d'une réflexion approfondie sur les besoins éducatifs réels et inclusifs

- Remise à flot et développement des services publics (santé, hôpitaux, écoles, éducation, transports, justice) et garantie de leur accès sans condition de nationalité et partout sur le territoire
- Instauration d'une véritable égalité salariale et adoption d'une loi pour éradiquer les violences sexistes et sexuelles
- Augmentation des revenus des ménages via la revalorisation des salaires, des pensions et des minimas sociaux
- Instauration des prix rémunérateurs garantis pour assurer un revenu décent aux agriculteurs et une meilleure rémunération des pratiques agro-écologiques
- Adoption de toutes les mesures nécessaires de justice fiscale, en particulier la taxation des superprofits et du patrimoine financier et immobilier des très riches
- Instauration d'un moratoire sur les méga-bassines qui captent la ressource en eau au profit de l'agro-industrie
- Aller vers la gestion 100% publique de l'eau en régies locales: pour la gratuité des premiers mètres-cubes indispensables à la vie et la tarification progressive et différentielle selon les usages
- Relocalisation et transformation de notre industrie pour répondre aux besoins sociaux en environnementaux, tout en la protégeant du dumping social et fiscal

Nous avons mené et continuerons de mener ensemble des combats s'appuyant sur des actions concrètes, collectives et ancrées dans la réalité des luttes.

C'est pourquoi nous appelons toutes les forces progressistes à se rassembler pour faire barrage aux extrêmes-droites lors des élections législatives des 30 juin et 7 juillet et à s'opposer aux mouvements s'inscrivant dans des politiques anti-sociales et anti-environnementales.

Dès le lendemain du 2ème tour, nous continuerons sans relâche et avec force nos combats en faveur d'une société solidaire et d'une justice sociale et écologique.

